

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

92/16

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DE

L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,

SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

DEVANT LE

UNIVERSAL SPEAKERS GROUP

**TORONTO (Ontario)
Le 16 avril 1992**

Un monde en mutation

Mardi prochain marquera le premier anniversaire de ma nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada. Dire que cette année a été chargée serait diminuer l'ampleur des changements survenus dans le monde, changements qui modifieront à jamais le cours de l'histoire de l'humanité.

Je rentre tout juste d'Afrique du Sud, où j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le président de Klerk, avec M. Nelson Mandela et avec bien d'autres dirigeants qui géreront la transition dans cette société. Lundi, j'étais à Washington pour parler avec mes collègues de l'Organisation des États américains (OEA) de la situation pressante au Pérou. Le mois prochain, le Canada accueillera l'une des rencontres multilatérales qui s'inscrivent dans le processus engagé à l'initiative des États-Unis et de la Russie pour amener la paix au Moyen-Orient.

Le monde est en train de changer à une allure folle, et le Canada est un intervenant respecté dans les réunions et les institutions où ces changements se transforment de philosophie et de théorie politique en aliments, en médicaments, en éducation, en emplois, en paix et en sécurité et en respect des droits fondamentaux de la personne.

Parce que les possibilités de changements, positifs s'entend, ne se présentent pas souvent, notre génération doit reconnaître, à la veille d'un nouveau siècle, qu'elle détient le pouvoir de léguer à ses enfants un monde plus stable, plus prospère et plus pacifique.

Le défi de la nouvelle Europe de l'Est

Toutefois, il ne s'agit pas d'une tâche aisée ou sans dangers nouveaux. Aucune région du monde n'illustre mieux l'énormité de ce défi que la nouvelle Europe de l'Est naissante, que la Russie, l'Ukraine et les autres pays européens qui faisaient partie de l'ancienne Union soviétique.

La prochaine génération y mettra à l'épreuve la légitimité et la viabilité des valeurs occidentales aujourd'hui montantes que sont la démocratie, le pluralisme, l'économie de marché et le respect des droits de la personne.

Nous, Canadiens, nous intéressons vivement à la région, à sa stabilité et à sa prospérité, non seulement parce que nous entretenons avec elle des liens de famille et d'amitié directs, mais aussi parce qu'elle pourrait offrir de nouveaux partenaires commerciaux et de nouveaux alliés.

Je suis heureuse de pouvoir vous dire que le Canada et les Canadiens sont déjà très présents dans la nouvelle Europe de l'Est. Mais il importe de bien se rendre compte, tout d'abord,

des pressions et des tensions qui s'exercent actuellement dans la région.

En rejetant le joug soviétique, les peuples d'Europe de l'Est nous ont fait comprendre combien précieuse est la liberté. Les dangers d'une guerre mondiale ou d'un anéantissement nucléaire sont nettement moindres. Cependant, la liberté a un prix.

Les pays d'Europe centrale (Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie en tête) ont entrepris le difficile passage à la démocratie et à l'économie de marché. Ces pays continueront d'avoir besoin de notre ferme soutien.

La Lituanie, la Lettonie et l'Estonie renouent leurs liens avec l'Europe de l'Ouest et avec le monde. Elles auront besoin d'aide pour redevenir économiquement autonomes.

La Yougoslavie est la preuve qu'on n'évolue pas automatiquement vers la stabilité et le progrès. Nous assistons à la renaissance de pays comme la Slovénie, la Croatie et d'autres républiques, mais c'est un processus lent, douloureux et coûteux, et rempli d'inimitié et de haine.

Le plus grand défi, ce sont les pays de l'ancienne Union soviétique qui nous le posent. Leur intégration dans cette nouvelle Europe et dans la communauté mondiale représente une tâche formidable, pour eux comme pour nous. Nous n'avons été confrontés à rien de semblable depuis la reconstruction de l'Europe de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale.

Imaginez l'ampleur de cette tâche :

- il y a maintenant 12 États indépendants qui ont chacun des besoins particuliers, souvent diamétralement opposés à ceux des autres, et qui se montrent impatients après 75 années d'oppression et d'union imposée par la contrainte; et
- il y a, au sein de ces États, des divisions qui tiennent aux langues, aux religions et aux coutumes - 25 millions de Russes vivent aujourd'hui hors de Russie!

Ajoutons à cela que ces peuples ont hérité d'une dette extérieure, d'un retard technologique et d'un environnement massacré, réalités cruelles qu'on leur cachait depuis des décennies. L'on peut concevoir l'énormité de la tâche qui les attend. Ces pays ne peuvent s'en sortir par la fuite. Pour survivre, ils n'ont d'autre choix que d'apprendre à s'entendre.

La Russie et l'Ukraine sont les principaux acteurs, mais les autres pays de la région veulent aussi pouvoir décider de leur avenir, tout en respectant le moins d'engagements possible du passé.

En outre, ces pays ne sont pas dotés de l'ensemble d'institutions qui, chez nous, sont choses normales :

- La démocratie en est à ses balbutiements. Des élections libres et équitables constituent un phénomène tout nouveau. L'électorat ne s'est pas encore vu véritablement conférer de pouvoirs.
- L'économie de marché demeure un rêve. Le passage des missiles de croisière intercontinentaux aux magnétoscopes sera long et pénible. Des millions de personnes se retrouveront au chômage.
- Le développement se fait de façon inégale, ce qui accentue les différences nationales et alimente les conflits sociaux. Certains connaîtront la prospérité, alors que d'autres iront gonfler les rangs des plus déshérités.

Il en résulte une instabilité et une violence grandissantes. À l'heure actuelle, nous sommes confrontés à des tensions civiles en Géorgie, à des révoltes ethniques dans la Moldova et à un conflit sanglant entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet du Nagorny-Karabakh. Même la Russie fait l'objet de pressions séparatistes.

Parallèlement, ces pays sont la proie d'attentes toujours plus nombreuses. La libre circulation de l'information a brusquement tiré la population de son isolement. Elle veut tout ce que l'Ouest peut offrir, mais les dirigeants ne peuvent même pas lui assurer les services les plus essentiels.

Pour le Canada, comme pour d'autres pays occidentaux, il en résulte une toute nouvelle dynamique qui mettra à rude épreuve sa clairvoyance, son ingéniosité et sa patience, sans parler de ses ressources. Les pays d'Europe de l'Est voient en nous d'éventuels bienfaiteurs. Nous devons répondre à leurs attentes non seulement par de l'aide, mais aussi par une libéralisation des échanges commerciaux et par des investissements.

Il ne faudra pas mesurer les gains de nos investissements seulement en chiffres bruts au bas des bilans d'entreprises particulières, aussi important cela soit-il. Il y a bien plus à gagner à aider l'Europe de l'Est à opter pour la démocratie et l'économie de marché : la paix et la stabilité dans la région, et l'espoir, le progrès et la prospérité pour des millions de personnes qui, jusqu'à très récemment, ne pouvaient que rêver à cet avenir.

L'aide du Canada à l'Europe de l'Est

Beaucoup de Canadiens ne se rendent probablement pas compte de l'ampleur de l'aide que nous avons fournie à ce jour, ni de ses

aspects novateurs, ni de l'exemple que nous donnons à d'autres pays occidentaux dans le raisonnement et les mécanismes de cette aide.

L'aide que le Canada a fournie et continue de fournir à l'Europe de l'Est se monte à quelque 4,5 milliards de dollars. Elle se présente sous la forme d'un mélange innovateur d'allégement de la dette, de soutien aux balances des paiements, de stabilisation des devises, de crédits commerciaux, d'assistance technique, d'aide humanitaire et de mesures d'encouragement aux entreprises.

Au début du mois, le président Bush et le chancelier Kohl ont annoncé que le G-7 mettrait en oeuvre, en 1992, un programme d'aide à la Russie d'un montant de 24 milliards de dollars américains. La part du Canada pour ce qui est des crédits bilatéraux prévus dans ce programme était déjà réservée quand MM. Bush et Kohl ont rendu la nouvelle publique. Le Canada contribuera aussi au fonds de stabilisation du rouble ouvert par le Fonds monétaire international (FMI) et dont les détails sont en train d'être réglés. Nous continuerons de collaborer de près à ce programme avec les autres membres du G-7 et ce, dans la perspective du Sommet de Munich en juillet.

Aider les pays d'Europe de l'Est à transformer leur économie est une bonne chose non seulement pour la paix et la stabilité, mais aussi du point de vue économique. Les crédits commerciaux sont un des éléments clés de notre aide, car ils incitent à apporter des changements économiques, qu'ils récompensent aussi, favorisent les relations des secteurs privés et ont plusieurs effets multiplicateurs. Entre autres, ils stimulent les échanges directs avec le Canada, ce qui est essentiel pour l'industrie et pour les travailleurs canadiens. Ainsi :

- en Tchécoslovaquie seulement, il y a pour plus de 350 millions de dollars de projets de pipelines en cours de réalisation;
- en Roumanie, une nouvelle ligne de crédit de 300 millions de dollars accordée par la Société pour l'expansion des exportations (SEE) permettra d'achever une centrale nucléaire dotée d'un réacteur CANDU, ce qui contribuera à assurer l'autonomie énergétique du pays et un choix nucléaire moins dangereux pour l'environnement; et
- la SEE débloquera bientôt pour la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie des lignes de crédit d'un montant de 30 millions de dollars.

Nous aidons également la Russie et les autres anciennes républiques soviétiques. La Commission canadienne du blé a débloqué une marge de crédit de 1,8 milliard de dollars qui permettra aux agriculteurs canadiens de continuer à

approvisionner notre plus grand marché d'exportation pour les céréales.

La Russie a déjà reçu la majeure partie des aliments achetés grâce à la ligne de crédit de 150 millions de dollars accordée à cette fin par la SEE.

Ces ventes sont synonymes de profits et d'emplois pour les producteurs et les fabricants de produits alimentaires canadiens, mais aussi importantes soient-elles pour l'économie canadienne, pour la Russie, elles sont cruciales. Grâce aux crédits canadiens, la population russe a pu recevoir des aliments qui lui faisaient cruellement défaut cet hiver. Alors que d'autres parlaient, nous agissions et cela, aux conditions du marché.

Pendant la récente visite du président Eltsine à Ottawa, le Premier Ministre a annoncé que la SEE accorderait une nouvelle ligne de crédit de 100 millions de dollars pour l'achat de biens et services canadiens. Les Russes ont l'intention de s'en servir avant tout pour acquérir du matériel de mise en valeur de leurs hydrocarbures.

Les négociations entre la SEE et la Banque nationale d'Ukraine sur la ligne de crédit de 50 millions de dollars de la SEE que j'avais annoncée à Kiev en septembre dernier ont abouti.

Le Canada n'a pas hésité à octroyer une aide financière directe lorsque les réformes risquaient d'être entravées par une situation économique très difficile. Étant l'un des principaux créanciers de la Pologne, nous avons joué un rôle de premier plan dans la réduction de moitié de sa dette, pour un coût de 1,6 milliard de dollars.

Le Canada débourse 75 millions de dollars à titre d'aide à la balance des paiements de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Bulgarie. Nous sommes disposés à aider la Russie et les autres anciennes républiques soviétiques à stabiliser leur économie dans le cadre de programmes convenus du FMI.

Le Canada est aussi l'un des membres fondateurs de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Il souscrit d'ailleurs à son capital pour un montant important, soit quelque 120 millions de dollars sur les cinq prochaines années. Cependant, nos décisions ne sont pas seulement d'ordre commercial, loin s'en faut. Nous ne sommes pas restés les bras croisés face aux conflits et à la souffrance humaine. Le Canada s'est empressé d'offrir une aide humanitaire d'urgence qui, pour les six derniers mois seulement, se chiffre à plus de 10 millions de dollars!

Cet hiver, alors que l'ancienne Union soviétique était aux prises avec de graves pénuries, le Canada a envoyé, par avions du ministère de la Défense nationale (MDN), 20 cargaisons (soit plus de 600 000 livres) de médicaments et de fournitures médicales essentielles à des hôpitaux pour enfants en Russie, en Ukraine, en Bélarus, en Moldova, au Kirghizistan, en Lituanie, en Lettonie, en Estonie et en Arménie.

Le Canada a fourni pour plus de 2 millions de dollars d'aide humanitaire aux victimes de la guerre civile en Yougoslavie.

Il a également apporté pour plus de 1 million de dollars d'aide médicale directe aux victimes de la tragédie de Tchernobyl, aide surtout destinée aux enfants.

Je me trouvais à Kiev à l'arrivée du premier vol de secours du MDN dans le cadre de l'Opération Boréal. L'atterrissage de cet avion a été un moment émouvant, un moment dont tous les Canadiens devraient être très fiers.

Le Canada a également été le premier pays à fournir à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan une aide médicale pour les victimes du conflit qui ravage le Nagorny-Karabakh.

Nous restons donc fidèles à notre réputation humanitaire alors que l'Europe de l'Est va d'un défi et d'une crise à l'autre.

Le Canada et les Canadiens ont toujours été sensibles à la dimension humaine de toute situation, et c'est bien dans cette optique que nous avons mis sur pied notre programme d'assistance technique à l'Europe de l'Est. Nous estimons que rien ne peut remplacer les contacts personnels, qu'ils aient lieu à l'occasion d'échanges, de cours de formation ou de stages.

Le Canada consacre 85 millions de dollars à l'assistance technique à l'Europe de l'Est, ce qui, toute proportion gardée, est un des plus gros budgets parmi les membres du G-7. Malgré l'ampleur de notre programme, lancé en 1989, la demande continue de dépasser largement nos moyens.

Une toute nouvelle psychologie des affaires est nécessaire, ce qui signifie qu'il faut former les gestionnaires de la prochaine génération, constituer des réseaux et élaborer un programme de «formation des formateurs».

Voici quelques exemples de ce que nous accomplissons :

- en Hongrie, le Canada a contribué à la création d'un Centre international de gestion, le premier en Europe de l'Est. Le doyen de ce centre est d'ailleurs canadien;

- à Prague, le Bureau canadien de l'éducation internationale, organisme sans but lucratif, a mis sur pied un cours de gestion à l'intention des 130 principaux gestionnaires de Tchécoslovaquie. Quelques-uns sont venus suivre des cours intensifs au Canada;
- 62 éleveurs laitiers polonais sont venus suivre des cours de perfectionnement à l'École internationale de gestion du bétail de Kemptville, et 33 vétérinaires et membres de professions para-vétérinaires, polonais eux aussi, sont venus suivre une formation en gestion;
- en Ukraine, le Canada finance les activités de six conseillers en politique dans des domaines clés comme les finances, la reconversion du secteur de la défense, la santé et les réformes juridiques;
- dans les États baltes, nous aidons des Canadiens qui offrent leurs conseils aux nouveaux gouvernements; et
- le pétrole et le gaz naturel joueront un rôle important dans le développement de l'Europe de l'Est, or la prochaine visite du président Eltsine au Canada, plus tard cette année, portera essentiellement sur cette question.

La Russie, le Kazakhstan et d'autres anciennes républiques soviétiques nous invitent à explorer les débouchés offerts par ces régions riches en ressources énergétiques. Les risques sont élevés, mais les promesses de gains le sont plus encore. Ces pays ont besoin d'aide dans des secteurs où le Canada possède des spécialistes de calibre mondial - récupération assistée du pétrole, forage à grande profondeur et installation de pipelines.

Nous mettons actuellement au point, avec le *Petroleum Training Service* de Calgary, un programme de formation pour 700 ouvriers et gestionnaires des champs de pétrole russes. Par ailleurs, des collèges communautaires canadiens pourraient élaborer des programmes de cours destinés à des instituts techniques russes.

En collaboration avec l'Alberta, nous étudions des moyens d'aider la Russie à se doter d'un cadre réglementaire et législatif qui lui permettra de gérer efficacement ses ressources appauvries, ce qui est indispensable pour jeter les bases de progrès continus.

Tous nos programmes d'assistance techniques visent à faire comprendre que l'économie de marché est le moyen le plus juste et le plus efficace pour parvenir à la prospérité. Les gouvernements instaurent un climat de changement, mais ce sont en fait les entrepreneurs individuels qui opèrent les changements.

Afin d'éliminer les obstacles au commerce, nous faisons bénéficier les pays d'Europe de l'Est du Tarif de préférence général. Nous faisons également tout notre possible pour inciter les entreprises canadiennes à se lancer à la conquête de ce vaste marché de plus de 400 millions de personnes. Des sociétés aux noms familiers comme Bata, Gulf Resources et les restaurants McDonald du Canada sont déjà sur place, créant ainsi de nouveaux débouchés.

En mai, M. Jake Epp se rendra à Moscou à l'occasion d'une importante exposition du secteur des hydrocarbures, à laquelle participeront 23 entreprises canadiennes. En juin, M. Michael Wilson emmènera en Russie, en Ukraine et au Kazakhstan une délégation de gens d'affaires de haut niveau.

Comme les pays de la région privatisent leur économie et deviennent plus compétitifs, le potentiel commercial pour le Canada en Europe de l'Est semble illimité.

Le programme politique

J'ai évoqué tout à l'heure les forces positives et négatives libérées par la rapide transformation de l'Europe de l'Est. La Guerre du Golfe a prouvé que le monde est prêt à s'unir pour affronter le despotisme et la tyrannie internationale. Nous devons aussi nous unir pour relever le défi que nous pose la création d'une nouvelle Europe.

À l'Université Stanford, en septembre dernier, le Premier Ministre a prononcé un discours qui a fait date et dans lequel il donnait pour mission au Canada d'aider ces démocraties naissantes à se joindre à la communauté des nations. Son message pressant est encore plus pertinent aujourd'hui. Nous sommes tous concernés par cette Europe unie. Il nous suffit de regarder les nouvelles télévisées pour nous retrouver au coeur de la Croatie ou du Nagorny-Karabakh.

L'Occident doit tendre la main aux pays de l'ancien empire soviétique, non pas dans un geste vain mais de façon concrète. Les récents événements en Russie nous montrent combien fragile est l'équilibre entre les réformes et le chaos politique, entre une vision libérale de l'avenir et un désir répressif et régressif de retour au passé. La situation actuelle est cruciale et périlleuse, et nous devons nous ranger du côté des réformateurs qui souhaitent la prospérité et la stabilité pour eux-mêmes et pour l'Europe de l'Est entière.

Seules des mesures de coopération en matière de sécurité peuvent compenser la fragmentation de l'ancien ordre et atténuer la menace d'un vide politique en Europe. Le Canada s'efforce de faire valoir le bien-fondé de démarches plus interventionnistes, qu'il s'agisse d'enrayer le conflit en Yougoslavie ou d'utiliser

les moyens de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour acheminer l'aide humanitaire.

De nombreuses menaces pèsent sur la paix et la sécurité dans la nouvelle Europe; or, en définitive, elles pèsent aussi sur notre sécurité. Les accès de nationalisme, la xénophobie et les rivalités ethniques, l'échec des premières tentatives de réforme des institutions démocratiques ou des systèmes économiques, et le simple côté imprévisible des êtres humains forment un mélange détonant qui risque d'ouvrir la porte à l'intolérance et à la violence.

Il faut des règles de conduite très claires, des institutions démocratiques stables et une gestion juste et sage de la politique publique, sans quoi la région sombrera dans un puits sans fond d'incompréhension, de méfiance et de souffrance humaine.

Une méthode porte déjà ses fruits, celle qui consiste à intégrer les États naissants dans les institutions s'intéressant à la paix et à la sécurité internationales. Ainsi, en associant les nouvelles républiques à l'OTAN par le biais du Conseil de coopération de l'Atlantique-Nord (CCAN), on les amène à partager des valeurs communes à l'Atlantique-Nord. Siéger à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) les oblige à accepter les principes d'Helsinki relatifs aux droits de la personne et aux minorités, et à les appliquer.

Nous entendons leur faire respecter les engagements qu'ils ont pris en intégrant le CCAN et la CSCE. Tourneraient-ils le dos à la démocratie qu'ils perdraient aussi notre aide. Cependant, des organismes oeuvrant pour la sécurité commune, comme l'ONU et le G-7, s'efforceront de contribuer au processus démocratique, ce que nous ferons aussi de manière bilatérale. Ces organismes peuvent également intégrer les pays naissants dans un réseau de sécurité capable d'intervenir en cas de conflit.

J'ai contribué personnellement à mettre en route le processus qui devait, espérait-on, instaurer la paix au Nagorny-Karabakh. J'ai donc vu cette nouvelle dynamique à l'oeuvre, et de près.

Le Canada, inventeur des opérations de maintien de la paix modernes, offre une fois de plus ses compétences en envoyant un contingent de 1 200 hommes et femmes en Yougoslavie, où ils se trouvent déjà. Toutefois, plutôt que maintenir la paix, nous préférons la rétablir, accroître la confiance en faisant primer le droit, ce qui est l'objectif de notre diplomatie dans les négociations de la CSCE qui se déroulent actuellement à Helsinki.

Cependant, il est bien plus hasardeux d'instaurer la paix lorsque la Russie et d'autres républiques possèdent des milliers d'armes nucléaires. La Russie et les trois autres républiques

nucléaires doivent respecter le calendrier des réductions des armes nucléaires convenu avec les États-Unis. L'Ukraine, le Bélarus et le Kazakhstan doivent poursuivre le transfert de ces armes, qui est une des conditions de nos relations diplomatiques.

Toute tergiversation qui viserait à faire pression sur la Russie, ou qui tiendrait à des politiques de grandeur, mettrait à l'épreuve la bonne volonté que nous avons montrée en reconnaissant la légitimité de ces pays. Bien entendu, la Russie a besoin de latitude pour régler ses problèmes bilatéraux, mais nous n'apprécions nullement l'idée qu'il puisse encore y avoir d'autres armes nucléaires.

Pour le Canada, la prolifération de ces armes est le premier problème qui se pose pour la sécurité du monde, problème dramatiquement accentué par les leçons de nos découvertes en Iraq. Il ne s'agit pas pour nous d'une question à prendre à la légère et nous n'admettrons pas que de nouveaux États possédant des armes nucléaires siègent parmi nos nouveaux partenaires de la CSCE et du CCAN.

Nous prendrons des mesures pour réduire le risque de prolifération des armes nucléaires à d'autres États. Ainsi, la création de centres internationaux des sciences et des techniques à Moscou et à Kiev permettra de diminuer la «fuite des cerveaux nucléaires». Nous aiderons aussi les pays à élaborer des régimes de contrôle des exportations afin de limiter les risques de prolifération accidentelle.

La sécurité des réacteurs nucléaires à usage civil nous inquiète constamment et cette inquiétude s'est accrue avec l'accident de Tchernobyl. L'Énergie atomique du Canada Limitée (EACL) et Ontario Hydro travaillent d'arrache-pied en ce moment pour trouver un moyen de mettre à profit les compétences du Canada pour renforcer la sécurité des réacteurs en Lituanie et en Russie et pour améliorer la gestion des déchets nucléaires.

Sur le plan multilatéral, le G-7 travaille sur un certain nombre de mesures communes, tandis que, par le biais de l'Agence internationale de l'énergie atomique des Nations Unies, nous essayons de limiter les risques et d'augmenter les avantages d'une énergie nucléaire produite en toute sécurité.

Ces problèmes de prolifération et de sécurité sont d'une importance primordiale pour le Canada. Nous y consacrons des compétences techniques et des convictions politiques accumulées depuis près d'un demi siècle. Ils figureront au premier plan des efforts que nous allons déployer à l'échelle internationale, à l'OTAN et au CCAN à Oslo en juin, au Sommet du G-7 à Munich en juillet et, tout de suite après, au Sommet de la CSCE à Helsinki.

Encadrer ces pays pour les aider à passer de régimes militaires à des économies axées sur la consommation sera coûteux. Il faut mettre au rebut les puissantes entreprises, changer les structures commerciales, donner aux travailleurs une nouvelle formation. Par ailleurs, en devenant de plus en plus politisés, les militaires pourraient être tentés d'intervenir au moindre faux pas.

Le Canada prend part à toutes ces initiatives afin de faire profiter les peuples occidentaux des vrais bénéfices de la paix qu'ils attendent. Nous ne pouvons pas changer nos convictions ni revenir sur nos engagements; les conséquences d'un échec sont très réelles.

La gestion multilatérale d'une transition stable pour la nouvelle Europe nécessitera une certaine vision, comparable à celle dont sont issues les institutions qui ont garanti le choix démocratique dans l'Europe de l'après-guerre, apporté à l'Ouest une prospérité sans précédent et finalement provoqué la disparition de la menace soviétique. Il faudra, en outre, traiter ces pays comme des partenaires pendant la période de transition.

Cet hiver, il fallait répondre à des besoins humanitaires pressants. À la Conférence de Washington à laquelle j'ai assisté en janvier, on a jeté les bases d'une nouvelle coalition mondiale et défini un programme coordonné pour l'Europe de l'Est. La Conférence de suivi qui aura lieu à Lisbonne le mois prochain devrait, à mon sens, donner la priorité aux stratégies à moyen terme de façon à consolider les réformes structurelles.

Le Canada, l'Europe de l'Est et l'avenir

Si le Canada veut jouer un rôle dans ce monde plus interdépendant, il ne peut se tenir à l'écart de ce qui se passe en Europe de l'Est. Notre avenir est inextricablement lié à l'évolution de cette région.

Le fait que des Canadiens travaillent déjà comme conseillers en Hongrie, en Pologne, en Lettonie, en Lituanie, en Ukraine et dans beaucoup d'autres pays est pour nous un avantage. Ces Canadiens font progresser les réformes et établissent des contacts pour l'avenir. Ils connaissent les marchés et, très souvent, les personnes au pouvoir. Par leur nombre et leur poids économique, ils peuvent contribuer à contrebalancer les avantages que nos concurrents ouest-européens possèdent du point de vue géographique.

L'attitude des Canadiens envers le pluralisme et les droits de la personne aura, espérons-le, un effet apaisant dont on a bien besoin dans cette région.

Dans toute la région, l'effondrement de l'Union soviétique a libéré des haines ethniques refoulées et un nationalisme débridé. Bien dirigé, le patriotisme peut apporter une légitimité politique et former la base d'une cohésion sociale. En revanche, le nationalisme, mal exploité, risque de devenir rapidement une force destructrice et d'engendrer des affrontements violents et la guerre civile.

Naturellement, nous avons lieu d'être inquiets si la Russie ou l'Ukraine font, par intérêt politique, le jeu des groupes extrémistes.

La liberté ne pourra triompher de la tyrannie que lorsqu'il régnera en Europe un réel climat de sécurité. Nous ne pouvons pas abandonner les peuples courageux de l'Europe de l'Est à qui nous devons cette occasion historique. Il faut que nous les encourageons à cultiver et à préserver les valeurs et les principes démocratiques. La semaine dernière, le Premier Ministre a participé aux célébrations du 75^e anniversaire des combats de la crête de Vimy et au 50^e anniversaire du raid de Dieppe. Les tombes de plus de 100 000 Canadiens et Canadiennes marquent à jamais notre présence en Europe. Nul ne doit douter de la fermeté de notre engagement.

Il faut maintenant axer cet engagement vers des changements positifs pour l'avenir.